



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

Drire Franche-Comté
Groupe de Subdivisions Centre
Antenne de Vesoul

ARRETE DRIRE/I/2006 n° 489

en date du 20 FEV. 2006

mettant en demeure la Société WALTEFAUGLE de
satisfaire aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 828
du 29 mars 2005 pour l'établissement qu'elle exploite sur
le territoire de la commune de DAMPIERRE-SUR-SALON

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, et notamment l'article L 514-1 ;
- VU le décret n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, pris en application du code précité ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1343 du 7 juin 1968 portant classement des établissements WALTEFAUGLE à DAMPIERRE-SUR-SALON au regard de la législation sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 828 du 29 mars 2005 fixant des prescriptions complémentaires à la société WALTEFAUGLE pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de DAMPIERRE-SUR-SALON ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 12 janvier 2006 relatant le non respect de l'arrêté susvisé ;
- VU l'avis et les propositions de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté en date du 12 JAN. 2006 .
- CONSIDERANT** que l'exploitation des installations est menée dans des conditions irrégulières et qu'il importe, pour la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 511-1 du titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, de mettre fin à cette situation dans les meilleurs délais ;
- SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La Société WALTEFAUGLE est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de DAMPIERRE-SUR-SALON, de satisfaire aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 828 du 29 mars 2005.

Pour cela, elle devra :

- dans un délai de 2 mois :

- remettre le descriptif actualisé des installations présentes et l'étude d'impact prévus à l'article 1 de l'arrêté susvisé,

- dans un délai de 6 mois :

- mettre en conformité ses installations pour que les émissions de COV non méthaniques dans les rejets canalisés respectent les valeurs limites prévues à l'article 2 de l'arrêté susvisé.

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié au directeur général de la société WALTEFAUGLE. Une copie sera déposée en mairie de DAMPIERRE-SUR-SALON et en préfecture pour consultation par les tiers.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification qui lui est faite du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, le maire de la commune de DAMPIERRE-SUR-SALON, ainsi que le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le 20 FEV. 2006

Pour le préfet
et par délégation,
La secrétaire générale

Chantal MAUCHET